

T'OKUP'

WWW.

squat.net/espaceautogere



Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

No copyright, la subversion n'est pas à vendre !

n° 26 (avril 2002)

la vitamine noire

Pour empêcher les riches de se croire immortels

Présentation > Ni secte, ni parti, agrégation sporadique ou régulière de groupes ou d'individuEs, les gens qui écrivent dans cette feuille font vivre des luttes pour une société plus juste, contre tous les pouvoirs et contre l'exploitation. Pour le reste, regarde autour de toi, occupe-toi de ce qui te regarde pas, car ça te regarde. Les anciens numéros sont consultables sur le net.

c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Inscris-toi sur la liste de mail de l'espace (à partir du site internet) pour être régulièrement informéE des activités de l'Espace autogéré.

Rasons les supermarchés, pas les oasis!



L'oasis est une chouette maison située à Pully qui permet à une douzaine de personnes d'abriter un espace de vie communautaire et autogéré, tout en y organisant de multiples activités : salon de thé, friperie, bibliothèque, infoshop.

actuellement, la maison de l'oasis est gravement menacée par la construction d'un parking CoopCapitalProfit, inexpressif et particulièrement inutile puisqu'il y a tout proche 800 places disponibles chez la concurrence! en effet, le printemps venu, nous préparons-nous à assister, à Pully comme ailleurs, au triste spectacle des tentatives d'évacuations de plusieurs lieux occupés. on a déjà pu assister à la transmutation, à grands coups de "protection rapprochée" (ces m'sieurs-dames en uniformes), d'espaces de vie récréatifs et enthousiastes en cimetières commerciaux voués au béton et à la réverbération du goudron; l'expérience de l'espace autogéré de prélaz nous suffit pour en juger...

à la trinité consommation-béton-goudron, répondons occupation!

quelle est la différence entre un pot d'échappement et une cuisine?
entre du goudron et un pommier? entre un parcomètre et une habitation?

l'intersquat, réseau de solidarité et de résistance des lieux occupés de Lausanne et environs, s'oppose farouchement à ce projet. ce dernier démontre d'ailleurs un plus profond attachement de la Coop au règne du roi goudron qu'à la fraîcheur de notre gazon! à une stratégie globale à profit maximum nous continuerons de préférer la réappropriation de nos désirs et de nos envies.

Intersquat



VEVEY Et un nouveau centre commercial...

Tout le monde sait que c'est à Vevey que l'on décide qui pourra manger, c'est à Vevey que les vaches sont violettes et que le lait est en poudre. Vevey est, aussi, une ville de culture, une ville d'images...

Cette année, relookage du parti rat dit cacal oblige, ce sera du M'Budget Culturel, sponsorisé par Nestlé, c'est baux la vie, pour que les J.O. reviennent en Schweiz (Montreux 2008...?)

Les squatterEuses ont une fâcheuse tendance à influencer les artistes, il paraît même que certains ont tenté de le devenir...

Alors, bien que tout le monde regrette, on vire tout le monde (toi? du monde?),

on fait un parking, une Migros MMM et des lofts pour bourges (5 étages, mais il ne faut pas dire). Alors que les artistes attendent leurs fameux M'Budget Culturel plan promis... Les squatteursEuses ont choisi, car Vevey pourrait, un d'eux témoigne :

"Booyak, bande de débiles, je m'excuse de vivre parfois, c'est l'heure de planter ! Musica Loca, i Like to move ! caca !... c'est dans la forêt qu'on se voit."

Rendez-vous donc au quai Maria Belgia car Squat bô là !

Tant que résistera l'anarquia, Vevey vivra...

Squats en Pologne

Il existe actuellement des squats dans plusieurs villes polonaises, dont Wroclaw, où les squatteurs/euses sont particulièrement actifs/ves. Plusieurs maisons ont été squattées depuis le milieu des années 90' à Wroclaw. Suite à une importante campagne contre les expulsions en septembre 2000, la ville a mis un bâtiment à disposition. Une association a été créée, qui anime ce qui est devenu le centre FreeDom (dom signifie «maison» en polonais).

S'y tiennent concerts, discussions, librairie alternative, un local pour l'anarchist black cross, etc. Les squatteurs/euses ont obtenu un bon soutien de la population locale. Un groupe Food not Bombs a été créé: il distribue des repas aux SDF une fois par semaine. Avec les parents du voisinage, des fêtes pour les enfants ont été organisées, et un projet d'aide scolaire est en cours.

D'étroits contacts existent avec les autres squats et avec le milieu libertaire. Des manifs anticapitalistes ont été coordonnée depuis le centre. En septembre 2001, une importante rencontre de groupes libertaires à eu lieu au Freedom.

Mais Freedom est menacé. Alors que certains squats ont été brutalement expulsés par la police, ici, c'est par les tracasseries administratives (service du feu, sécurité,...) que la ville tente de faire fermer le centre.

La situation des squats est très difficile en Pologne. A la répression policière, s'ajoutent les difficultés économiques, le très mauvais état des bâtiments, les attaques de fachos. Les lieux comme FreeDom ont besoin d'un soutien international, autant financier pour poursuivre leurs activités, que des messages de soutien dans leur combat contre la répression.

Ecrivez aux autorités en soutien à FreeDom:
doivon@um.wroc.pl, sekret@um.wroc.pl,
architek@um.wroc.pl.

Contact et infos supplémentaires (en anglais):
Freedom, ul. Jagiellonczyka 10 d, 50-240 Wroclaw, Poland,
freedom69@go2.pl



On peut trouver des infos sur la situation du mouvement anarchiste dans les pays de l'est dans «Abolishing the Borders from Below. An anarchist courier from Eastern Europe». On y trouve entre autres des infos sur les prisonniers anarchistes, les squats, le mouvement punk-hardcore, les organisations anarchistes et antifascistes en Pologne, Biélorussie, République Tchèque, Lituanie, etc. (Un exemplaire est consultable à l'infokiosk).
Contact: abokishingBB@hotmail.com

FOIRE AUX ESCLAVES

Le jeudi 14 mars, des chômeurs et chômeuses ont balayé devant les bureaux de l'Office Régional de Placement à Lausanne. En fait, ceux-celles-ci ont reçu une convocation à une séance commune avec leur futur employeur par l'entremise de l'ORP: expo.02. Le poste, nettoyeur de locaux!!! Quand l'on sait que la punition donnée par les flics ORPéiens peut être conséquente, l'on comprend la tactique expo.02: celle-ci est certaine de trouver des employéEs flexibles à merci. Quand balayerons-nous l'expo.02??? Ci-dessous, le communiqué de l'action.

L'Etat ne sait plus quoi inventer pour plaire au patronat et lui préparer les conditions cadres idéales pour le marché du travail... Il est vrai que depuis quelques années, le chômage est statistiquement parlant en baisse. Mais à quel prix et comment? Sur le terrain, nous ne pouvons que constater que les personnes sont obligées d'accepter n'importe quel emploi, à n'importe quelles conditions et à n'importe quel salaire. Donc, la soi-disant reprise économique s'est réalisée grâce à la précarisation du marché du travail, par le biais aussi des bas salaires qui souvent ne permettent même pas d'atteindre le minimum vital.

L'outil utilisé par l'Etat pour obliger les chômeuses et les chômeurs à accepter n'importe quel travail se nomme les ORP, véritable organe de contrôle et de police des chômeuses et des chômeurs (voir couRAGE).

En 1994, lors de la création de l'ORP de Lausanne (projet pilote, avec Soleure, pour la Suisse), M. Jacques Martin, conseiller d'Etat, «vendait» déjà les ORP comme des partenaires des entrepreneurs sur le marché du travail. En résumé, le partenaire des patrons ! En effet, le patronat n'avait qu'à adresser ses demandes à l'ORP et celui-ci lui fournissait la main d'œuvre nécessaire... Les assignéEs, menacéEs de dures sanctions en cas d'échec du placement, constituent une catégorie particulièrement fragile de salariéEs. Les ORP ont mené et mènent une intervention systématique de placement à n'importe quel prix et constituent ainsi un outil public de dumping salarial au profit des intérêts privés des entreprises.

Et ce n'était qu'un début. Quelques années plus tard, un accord a été conclu avec les entreprises temporaires et le Service de l'emploi du canton de Vaud... Ces entreprises peuvent directement s'adresser à l'ORP dès qu'un patron leur demandait unE employéE ! Elles ne sont donc plus obligées de consulter leurs dossier : elles n'ont qu'à téléphoner à l'ORP et leur communiquer leurs demandes... Ainsi des entreprises privées poursuivant un but évident de profit utilisent une structure publique pour arrondir leur chiffre d'affaires.

En résumé, dans ce cas, on a privatisé les bénéfiques et étatisé le travail.

Dernièrement, dans le cadre de la permanence de l'ADC, nous avons rencontré plusieurs chômeuses/eurs qui nous ont demandé si le ou la conseillère en placement pouvait effectuer directement des offres d'emploi les concernant... Il est vrai qu'elles/ils avaient « donné » leur accord à leur conseiller-ère en placement pour pouvoir effectuer ces démarches... Mais est-ce ces chômeuses/eurs avaient-ils/elles réellement le choix ?

Quelques jours après, nouvelle péripétie dans ce sinistre feuilleton ! Les ORP dépassent toutes les limites du supportable : certainEs employeurs-euses peuvent directement organiser des séances de « casting » à l'ORP ! Les chômeuses et les chômeurs sont assignéEs, donc obligéEs, de se présenter à l'ORP pour rencontrer leur éventuel futur employeur. Nous tenons à souligner que si une personne au chômage ne fait pas ce que lui ordonne l'ORP, elle risque immédiatement une sanction.

Il est inacceptable que l'ORP se transforme en marché direct des chômeuses et chômeurs. Nous assistons à un véritable mélange des rôles: l'ORP, ayant comme but d'aider les chômeuses et chômeurs à retrouver un emploi, devient l'endroit dans lequel les patronNEs viennent choisir « leurs » chômeuses/eurs.

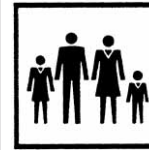
L'ADC ne peut que constater que les humiliations/vexations sont en constante augmentation, cette pratique dépasse le supportable, et c'est pourquoi nous exigeons qu'elle cesse immédiatement. De plus, nous demandons à la Ville de Lausanne, ainsi qu'au Service de l'emploi du Canton de Vaud d'interdire cette pratique allant clairement au-delà de la loi sur l'assurance-chômage et de nous confirmer que cette «vente aux enchères» sera abolie, et qu'Expo 02 n'ait plus l'occasion de jouer les «innovateurs» dans ce domaine.

Association de Défense des Chômeuses et Chômeurs (voir adresse en dernière page) adc.lausanne@bluewin.ch

ES SCRO. 02

LA POLICE n'a-t-elle rien de plus glorieux à faire que de pourchasser les FEMMES DE MÉNAGE ?

Jeudi 14 mars, 300 personnes se sont rendues de Saint-François au poste de police de Pully pour exprimer leur soutien aux sans-papiers et dénoncer l'attitude de la police de Pully qui se montre particulièrement zélée dans la chasse au faciès. Extraits du tract du Collectif vaudois de soutien aux sans-papiers, distribué pendant la manif.



Depuis l'année dernière, dans de nombreuses villes suisses, des femmes, des hommes, des enfants sans-papiers sont sortis de l'ombre pour revendiquer leur régularisation collective.

Des occupations d'Eglises se sont produites, une grande manifestation nationale a eu lieu à Berne le 24 novembre. Jusqu'ici les autorités politiques n'ont pas donné suite à leurs principales revendications. Elles prétendent résoudre le problème au « cas par cas » selon la bonne vieille méthode suivant laquelle il faut diviser pour mieux régner. Insensibles aux problèmes que rencontrent ces personnes qui contribuent à la richesse de notre pays, les autorités accentuent leur répression. À Berne, le 27 février, la Johanneskirche, l'Eglise qui servait de refuge au mouvement des sans-papiers a été occupée par 50 policiers qui ont confisqué tout le matériel qu'ils ont trouvé. Heureusement, les sans-papiers sont parvenus à s'enfuir.

Dans la région lausannoise, des arrestations se produisent très souvent. Parmi les cas les plus dramatiques, il y a celui de ce jeune de Crissier arrêté alors qu'il rentrait de l'école et retenu par une patrouille de police jusqu'à deux heures du matin en compagnie de sa mère et de son petit frère âgé de 10 jours! Comme tant d'autres, cette famille a été « invitée » à quitter la Suisse.

À Pully, où de nombreuses femmes sans-papiers font le ménage et gardent des enfants, la police locale n'a pas trouvé d'action plus glorieuse que de leur faire la chasse, les arrêtant en pleine rue ou dans les transports publics et leur infligeant de lourdes amendes dans la perspective de leur expulsion.

Des gens qui travaillent, qui payent leurs cotisations sociales (AVS, AL...) et même souvent des impôts à la source sont traités comme des voleurs. Pourquoi ?

Le conseiller d'Etat libéral vaudois Claude Ruey l'a affirmé : la législation sur les étrangers peu « être qualifiée de paranoïaque et de schizophrène » (Le Temps 23.11.01). La Suisse a toujours traité les travailleurs étrangers comme « bouche-trous », exportant son chômage. Longtemps les travailleurs saisonniers ont joué ce rôle. En cas de crise, on ne renouvelait pas leur contrat. Ce statut

Vient de sortir

Paint it Black. Claudio Albertani

Black blocs, Tute Bianche et zapatistes dans le mouvement antimondialisation.

Trouvé sur le site de l'Agence de Presse A-Infos, nous avons décidé de publier ce texte sous forme de brochure... Disponible à l'infokiosk ou par courrier.



honteux qui interdit le regroupement familial est sur le point de disparaître. Dans de nombreux secteurs (hôtellerie, restauration, bâtiment, agriculture...) ce sont des sans-papiers qui remplacent les saisonniers. Avec la «globalisation» de l'économie, cette main-d'œuvre flexible est toujours plus demandée... Alors que des régions, des nations, des continents entiers sont en train de sombrer dans la misère, ce pays profite de celles et ceux qui cherchent ici un avenir meilleur, tout en refusant de leur accorder un statut. On les utilise et en même temps on leur reproche d'être là. C'est le meilleur moyen de les maintenir à leur place avec de bas salaires et des conditions de travail déplorables. (...)

Chassez ces femmes que nous ne saurions voir !

Parmi les femmes, majoritaires chez les sans-papiers, beaucoup travaillent comme employées de maison. Grâce à elles, de nombreux couples de ce pays parviennent à mener de front deux carrières et l'Etat s'épargne le coût des garderies et autres cantines scolaires. Ce n'est pas en les pourchassant que l'on fera disparaître le problème. Tout au plus, met-on en danger de jeunes enfants laissés sans surveillance par leur maman de jour retenue au poste de police. Celles qui sont chassées de Suisse seront remplacées par d'autres. Au lieu des femmes de ménage qui rentrent chez elles le soir et qui ont ainsi un minimum de vie privée, on aura demain encore plus de domestiques à demeure, à la merci des pires abus, car la police ne perquisitionne ni les maisons de maîtres, ni les villas, à la recherche de ces victimes de l'esclavage moderne.

Une politique discriminatoire

La politique suisse vis-à-vis des travailleuses et travailleurs étrangers est discriminatoire et raciste. En 1991, les Chambres fédérales ont accepté la proposition du conseil fédéral de refuser toute autorisation de séjour « aux ressortissants des pays n'ayant pas les idées européennes au sens large ». La pratique actuelle risque d'être encore durcie par la nouvelle loi sur les étrangers (LEtr) dont le projet vient d'être transmis aux Chambres par le Conseil fédéral.

Avec l'Association romande contre le racisme (ACOR), Byron Allauca, de nationalité équatorienne, a déposé une plainte pour discrimination raciale contre la Suisse auprès de l'ONU. Travaillant depuis 10 ans en Suisse, payant ses impôts, cotisations sociales et assurance maladie, il n'est pas parvenu à obtenir un permis de séjour pour lui et sa famille, avec qui il risque maintenant d'être expulsé, parce que son épouse a été - comme tant d'autres - arrêtée à Pully. (...)



- Pour l'arrêt immédiat de tous les renvois, de tous les contrôles et arrestations policières visant les sans-papiers
- Pour une régularisation collective de la situation de séjour des sans-papiers
- Contre la loi sur les étrangers (LEtr) qui cimenter les discriminations

BERNE 3ème promenade antifasciste

Samedi 16 Mars 2002

Ce soir, il faisait bon être au cœur de la capitale, investie de 3000 anti-fascistes. Les manifestants avaient le sourire aux lèvres, même sous les masques et se répartissaient entre babas, rasta, punk, rappeur, black bloc, touTEs uniEs et bien déterminéEs pour cette 3ème promenade nocturne à Berne... Les drapeaux rouge et noir au poing, de grandes banderoles tenues fièrement, un goût de joyeuse anarchie, le tout agrémenté du son amplifié d'une sono montée sur un mini-bus. Alors, la foule compacte se répand dans la vieille ville désertée, sur les flancs, des commandos de sprayeurs se défoulent "nazi raus", "destroy fascism", "support indymedia", "A". Des discours sont lus au milieu des carrefours sous l'œil avide des civils.

Et ça repart... Mais la popo veille, et empêche le défilé de bifurquer dans les rues transversales, poussant le cortège à sortir du centre-ville, c'est sans compter la détermination des anti-fa à tenir bon et, parvenus devant un pont, qui, une fois franchi mène loin du centre, une faction de braves traverse un cordon de flic sur le côté, malheureusement, le gros du cortège ne suit pas et le cordon de referme, séparant les têtes brûlées des tièdes. Finalement, les premiers se retirent traversant à nouveau le barrage. Commence une attente sans espoir, car sur les côtés des camion lance-eau viennent appuyer les anti-émeutes. Les plus téméraires insultent les poulets qui répondent avec du caoutchouc (sous forme de balles) et des regards perfides pour les tenir à distance. L'attente dure, dure ... dure. Les moins démonstratifs quittent la manif. Puis, les keufs barrent l'arrière et, sur les côtés, les yeux des virulents commencent à piquer... on dirait qu'un gaz remplace l'air (l'air de rien) alors ça gueule... Le lance-eau charge. Un manifestant gît à terre. Le véhicule se retire. Les porcs empêchent d'approcher le blessé... La tension monte. Mais le calme revient petit à petit et le bon millier de personnes qui reste, se refusant à donner leur carte d'identité pour pouvoir sortir, décide de passer en force, coude à coude uni comme un seul humain... les flics sont débordés... Ça passe ! C'est un Hourra collectif qui fuse, euphorie, joie, liesse... On se sert dans les



bras, on se sent invincible. Pour finir, devant la gare quelqu'un harangue la foule à continuer les manifs, à rester unis on se salue, on danse. Et un groupe de 200 personnes s'en va pour la Reitschule, mais c'est sans compter sur les frustrés de service qui ont gros sur la patate... Les poulets barrent la route, cernent tout le monde, balancent des balles en caoutchouc... Il faut lever les bras, se serrer, s'asseoir, vider ses poches... rien n'y fait, les acharnés fracassent la vitre du bus-sono, embarquent les masqués habillés de noir qui ont la malchance de se trouver au bord du groupe. Une femme, pleine de courage, se moque d'eux armée d'un mégaphone. "Ils vont se faire une sale pub, ils nous ont constamment interdit de défiler, ils protègent les fachos" en même temps elle incite au calme à la solidarité. Enfin des gens arrivent de la Reit, les flics (ou fafs ???) se rangent sur les côtés, une pensée pour les prisonnier(ER)s et un folle envie de gueuler de courir de hurler... C'est belle et bien L'UNION qui FAIT LA FORCE !

Un manifestant

La semaine qui suivit la promenade antifasciste il n'y eu pas un jour sans que les journaux bernois ne tartinent sur les soi-disant violences (en réalité des graffitis). Après quelques jours de défoulement toutefois les journalistes eurent le droit de reconnecter leur cerveau. A ce moment il fut décidé de ne plus en parler. Notons encore que, campagne électorale oblige, l'UDC se payait des pleines pages, photo de graffiti de la manif en fonds avec comme texte "le PS le tolère, nous pas ... et vous?". Le PS pour sa part, s'il condamnait les agissements des manifestantEs, ne pouvait par contre pas se prononcer sur l'action de la police avant que ne sorte un rapport sur la question. C'est que réunir 3000 personnes dans la rue pour une manif antifa - sans l'aide des partis et syndicats - aux contenus explicitement anticapitalistes et libertaires ne doit pas beaucoup plaire à cette gauche là! Pour celles et ceux qui continuent à croire que les manifestantEs n'ont rien à dire, une brochure faisant le point sur la situation et explicitant les positions fut largement distribuée.

Lien anti-fa Berne: lorraine.ch/antifabern

500'000 personnes à Barcelone contre l'UE

La manif contre le sommet européen du 16 mars a dépassé toutes les attentes. Trois coordinations appelaient à cette manif. Le tronçon anti-capitaliste y fut le plus imposant parmi lequel des milliers de libertaires derrière la banderole de la CGT espagnole. Un second groupe était composé d'organisations nationalistes (catalanes, basques). Le troisième de tendance social-démocrate, composé de manifestants du forum social, s'est auto-dissout dans la nature avant le départ de son cortège. Rendez-vous est pris pour Séville en juin prochain pour la fin de la présidence espagnole.

Critical mass (Ge)

Deux cyclistes se sont fait lourdement amendés pour avoir participé à une critical mass. A travers eux, c'est chacunE de nous que la police tente d'atteindre. Vous êtes conviéEs à leur manifester votre solidarité lors de leur procès public: 18 avril 02, 10h, palais de "justice" de Genève.



Être mère est un choix, ne pas l'être également !

L'AVORTEMENT n'est toujours pas un droit

Le 2 juin aura lieu la votation sur le "régime du délai", qui autorise l'interruption de grossesse les 12 premières semaines*. Le même jour, "le peuple" se prononcera pour ou contre l'initiative "pour la mère et l'enfant" lancée par l'extrême-droite. Du coup, la question risque de se réduire à "pour ou contre l'avortement". Dans ce contexte, il est particulièrement délicat de se prononcer contre la solution du délai, même si elle n'est pas satisfaisante. En effet, avec le nouveau projet de loi, l'avortement reste régi par le code pénal, même si le principe du libre-choix est admis durant les 12 premières semaines. En revanche, l'avortement ne sera toujours pas conçu comme un droit fondamental, vu que les femmes devront notamment invoquer la détresse et qu'un entretien devra avoir lieu, durant lequel le/la médecin fera part des possibilités d'adoption... Ce qui reste sûr, c'est qu'il faut dire NON à "l'initiative de la mère et de l'enfant" et que nous continuerons à revendiquer un droit réel et sans condition à l'avortement.

* Sur la législation actuelle, voir le T'Okup' n° 6, juillet 2000

Depuis les années '70, les féministes ont fait du droit à l'avortement une revendication centrale de leur lutte pour l'émancipation. L'avortement, tout comme la contraception, sont deux questions liées au contrôle de la fertilité des femmes et au maintien des rôles sexués. Confiner les femmes à l'état soi-disant naturel de mère en les obligeant à l'enfantement, à la maternité est un des moyens inventés ou mis en place par la société patriarcale pour exploiter les femmes et maintenir sa domination. Et tout ça comme ça, l'air de rien parce que, au fond, voyons mesdames, voyons messieurs, c'est si naturel pour une femme de faire des enfants.

A tel point qu'on oublierait presque de se demander pourquoi nos sociétés ont besoin de mettre sur pied autant d'institutions (école, télé, crèche ou garderie seulement si maman ne peut pas...), pour fabriquer des personnes bien typées s'il vous plaît, sinon on risquerait de ne pas s'y retrouver : train électrique/poupée, pistolet à eau/dinette, foot/danse, maman qui câline et console, papa qui gronde et interdit...

Dans ce cadre, faire de l'avortement un droit fondamental, rendre la contraception gratuite, c'est donner aux femmes la libre disposition de leur corps, de leur tête, c'est considérer les femmes comme des êtres humains à part entière capables de décider de leur choix, de leur vie. Être mère, ou ne pas l'être. Être mère sans avoir soi-même accouché. Décider de ne pas mener une grossesse à terme maintenant, devenir mère peut-être, plus tard...

Que cela soit au Sud ou au Nord du globe, ni l'avortement, ni la contraception n'ont jamais été aux mains des femmes. En Suisse, nous vivons une situation paradoxale :

- L'avortement ne semble concevable que comme un délit, puni pénalement. Ou alors s'il est toléré, c'est à demi-mot, en échange d'une détresse que les femmes se doivent de ressentir, comme si elles

devaient se culpabiliser elles-mêmes d'un acte dont, en tant que semi-personnes, elles ne pourraient posséder l'entière responsabilité. Conception méprisante d'un Etat disciplinaire qui musèle, à coup de lois patriarcales, le choix des femmes. Nous sommes loin de l'avortement reconnu comme un droit humain fondamental, au même titre que la liberté d'expression par exemple !

- La contraception n'est pas considérée comme assez cruciale dans la vie d'une femme pour être largement promue et distribuée gratuitement. Car enfin, si le but est d'éviter les grossesses non désirées et de limiter le plus possible l'avortement - qui n'a jamais été une panacée, pourquoi ne bénéficierait-elle pas de larges campagnes de santé publique, à l'instar de la cigarette ?

Au fond, quelle est la logique des résistances à la libre disposition par les femmes de leur propre ventre ? L'hétéro-normativité, ma sœur ! Par la contrainte à l'hétérosexualité, c'est notre corps que le patriarcat tente de s'approprier, pour en faire une force de travail gratuite, un objet de plaisir, une machine reproductive. En effet, pour entraver l'autonomie des femmes, rien n'est plus sûr que l'imposition d'une sexualité limitée au seul coït hétérosexuel, acte fécondant par excellence. Moyen infailible pour faire croire aux femmes que leur avenir passe par la maternité, qui doit elle-même passer par l'enfantement, et pour faire que toutes les femmes deviennent, de la même manière et sans faux pas, des mères, effectivement !

Afin de pouvoir être ce que nous voulons, nous revendiquons :

L'avortement libre et sans condition
La contraception gratuite et libre d'accès

Les Casse-Rôles
Case postale 275
1000 Lausanne 17

Abonne-toi au T'Okup!

Envoie-nous 10 Frs, 20 Frs en billet (ou plus en soutien) ou l'équivalent en timbres-poste de 70 cts, et n'oublie pas d'indiquer **LISIBLEMENT** ton adresse, ou alors passe directement à l'Infokiosk. (En principe, le T'Okup! sort une fois par mois)

T'Okup!, Infokiosk, César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Offre spéciale :
paie deux abonnements
pour n'en recevoir qu'un !

"Retour aux sources"

Dans le T'Okup! 25, les sources de l'article *Internet et Répression* ont giclé, c'était indymedia.org, ainfos.ca, lsijolie.net, admin.ch/bap

Quant au site de PigBrother (brève sur le décès suite à la manif anti-WEF de Zurich, c'est: blutgeil.org et non blutgeil.ch

Quant aux citations des Madres de la place de Mai, elles sont tirées de *Résister, c'est vaincre*, éd. Gatuzain, Bayonne, 2000.

Atelier LAIT DE SOJA

Tous les dimanches à 14 heures à l'Espace autogéré.
Amène ta motivation et des bouteilles vides. Get vegan !

Association de Défense des Chômeuses et Chômeurs (ADC), avenue du Maupas 81. Permanences le mardi et le jeudi de 14h à 17h. Tél.: 646'63'10

Bibliothèque du Centre International de Recherches sur l'Anarchisme, Beaumont 24, lu-ve de 16h à 19h ou rdv 652.48.19. <http://www.anarca-bolo.ch/cira/>

Pour connaître les programmations de CINE-CLAP: www.chez.com/cineclap

Groupe Anti-répression: gar@private.as
Brochure "Face à la police" disponible à l'Infokiosk, César-Roux 30, 1005 lausanne

Infokiosk Tyâ Baillis: 3, quai de la Thièle, Yverdon
Tous les jeudis de 16h à 19h30 et les samedis de 15h à 19h.
Email: kristuby@movingisland.com